

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 16 SEPTEMBRE 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50 F

EDITORIAL

rentrée scolaire 78-79 :
Doumenge pris en fla-
grant délit de mensonge

A en croire le Recteur Doumenge la rentrée scolaire 78-79 devrait se dérouler de la façon la plus normale qui soit. Tous les personnels seraient en place dès le 14 septembre, et la totalité des élèves scolarisables seraient accueillis sans le moindre problème. Certes lors de son intervention à FR3 Guadeloupe le Recteur admettait qu'il y avait par-ci par-là quelques légères anomalies, quelques ratés, mais il s'empressait d'ajouter que tout rentrerait très vite dans l'ordre.

Et la presse écrite et parlée, tant en Martinique qu'en Guadeloupe ont donné un large écho à ces déclarations rassurantes du Recteur. Au point que hormis les personnels de l'éducation, nombreux sont ceux qui ont gardé l'impression que, ma foi, tout fonctionnait bien dans l'enseignement, pour cette fois !

En fait qu'en est-il exactement de cette rentrée scolaire ?

Dans la matinée du 15 septembre celle-ci n'était pas effective dans beaucoup d'établissements. Des maîtres n'étaient pas présents n'étant pas affectés encore, les emplois du temps n'étaient pas achevés, les responsables ne disposant pas de suffisamment de locaux. Enfin certains établissements sont jusqu'à présent dans l'incapacité de fonctionner.

Il faut aussi ajouter que bon nombre d'élèves, tant en Martinique qu'en Guadeloupe ne savent toujours pas dans quel établissement ils seront accueillis alors qu'au mois de juin le conseil d'orientation les avait affectés soit dans un lycée, soit dans un lycée d'enseignement professionnel (ancien CET). En ce qui concerne le personnel non titulaire, la plus grande pagaille a présidé à son affectation. Certains maîtres auxiliaires ont été affectés bien souvent sur des postes occupés déjà par un titulaire, d'autres ayant travaillé pendant plusieurs années ont reçu une affectation de quelques mois.

Pour ce qui est des disciplines sportives et artistiques, elles continueront, comme par le passé, à être systématiquement sacrifiées, ou pas enseignées du tout. Il manque selon les professeurs d'éducation physique 300 postes d'enseignants pour dispenser un enseignement normal.

MARTINIQUE

DIJOU-DPLANTEURS : VERS LA RECONCILIATION ?

Devant le tollé de protestations qui s'est élevé du chœur des gros planteurs de banane martiniquais, Paul Dijoud a dû faire machine arrière.

Il s'est empressé de rassurer ceux-ci sur l'avenir de leur production bananière. Il a même promis à Marcel Fabre, chef de file de ces gros planteurs et président de la Chambre d'Agriculture de la Martinique, une aide supplémentaire pour faciliter l'écoulement de la banane martiniquaise sur les marchés étrangers.

On se souvient que Paul Dijoud, dans une récente déclaration, avait publiquement soutenu la compagnie fruitière qui vient de s'installer en Guadeloupe, Compagnie qui pourra bien dans un proche avenir supplanter les producteurs locaux, tant en Martinique qu'en Guadeloupe,

dans la production et l'exportation de banane.

Mais on ne touche pas impunément aux intérêts des gros propriétaires de terres de la Martinique ! Monsieur Dijoud a pu s'en rendre compte lui-même vu le déluge de protestations qui s'est aussitôt abattu sur lui.

Bien sûr une promesse n'engage à rien, mais ce geste prouve à lui seul que le gouvernement désire apaiser la colère des gros planteurs.

Mais la partie n'est pas encore jouée. Dans le duel qui oppose la puissante Compagnie Fruitière aux grands békés maîtres de la terre à la Martinique, rien ne dit que ces derniers auront le dernier mot. Car dans le domaine de l'économie capitaliste c'est le plus fort qui fait la loi.

GUADELOUPE

AUROUSSEAU : EVACUATION IMMINENTE !

On vient d'apprendre la nouvelle : M. Aurousseau, préfet de son métier, a été muté et devra bientôt rejoindre son nouveau poste, en Isère. Son remplaçant sera un certain Guy Maillard, qui occupa jadis un poste à St-Martin, puis à la préfecture de Guadeloupe, et qui, à en croire la radio, a fait montre "de ses qualités de négociateur" lors des événements de mai 1967... L'administration coloniale aurait-elle l'intention de lui faire exercer bientôt ses "talents" dans de telles circonstances ?

Quoi qu'il en soit, Aurousseau pourra se vanter d'avoir laissé des traces de son passage... Pour devenir célèbre, un obscur individu avait mis le feu à un temple ; Aurousseau, lui, s'est contenté de faire évacuer 72.000 personnes, et de les maintenir 4 mois hors de chez elles, alors même qu'au bout d'un mois le doute n'était scientifiquement plus possible sur le caractère limité des manifestations de la Soufrière, et qu'il en était le premier averti. Et pendant ces 4 mois, ce fut une véritable agression, une indécente mise en valeur de sa propre personne par un homme qui, à longueur de journée sur les ondes de

FR3, disait en parlant de lui-même : "Le préfet pense que... Le préfet n'a pas peur... Les Guadeloupéens savent que leur préfet dit la vérité" etc...

S'il est quelqu'un qui aurait dû être évacué plus tôt de la Guadeloupe, c'est bien M. Aurousseau ! Et nous ne pensons pas que son départ attriste beaucoup de monde, si ce n'est d'incurables békés. Et tout ce que l'on peut souhaiter aux habitants de l'Isère, c'est de n'avoir pas à évacuer leur région sous la menace de quelque catastrophe naturelle : la présence de ce "m'as-tu-vu" ne pourrait qu'aggraver la situation.

J. BIBRAC

Directeur de publication : ~~XXXXXXXXXX~~
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre
2^e édition N° 90
supplément au mensuel

NICARAGUA

VERS LA CHUTE DE SOMOZA ?

La bataille fait rage dans les principales villes du Nicaragua, entre guérilleros sandinistes et la garde nationale au service du dictateur Somoza.

Après une période de recul au cours de la semaine, les guérilleros appuyés semble-t-il souvent par la population tiennent tête aux forces armées.

Aujourd'hui les villes de Leon, Masaya et Esteli, certains quartiers de Managua (la capitale) seraient tenus par les guérilleros. Toutefois la participation de la population à ces luttes n'est pas générale. Dans certains cas les affrontements semblent opposer strictement les commandos sandinistes aux soldats de Somoza.

Cependant, c'est maintenant une guerre sans merci qui est engagée sur tout le territoire entre les forces gouvernementales et les opposants du Front sandiniste.

Les Etats-Unis n'ont toujours pas lâché Somoza. Probablement parce qu'ils estiment n'avoir pas encore de solution de rechange qui préserve les intérêts impérialistes au Nicaragua. En l'absence d'une telle solution, s'il ne parvenait

pas à s'entendre avec les Sandinistes, l'impérialisme américain pourrait très bien équilibrer les camps en présence en refusant de laisser tomber totalement Somoza. La conséquence pourrait être alors la prolongation d'une guerre civile meurtrière pour le peuple nicaraguayen pendant de longs mois encore.

Pour l'instant, la population tient bon. La grève générale qui a commencé il y a plus de deux semaines continue. Et les troupes de Somoza ne parviennent pas à réduire la résistance des sandinistes.

Nous sommes évidemment solidaires de cette lutte contre la dictature. Mais il faut bien voir que cette lutte pour déboucher sur un changement réel uniquement si les travailleurs et les pauvres qui participent à ces combats ne limitent pas leurs objectifs à la seule chute de Somoza pour remettre ensuite le pouvoir à d'autres politiciens bourgeois, fussent-ils d'ex-guérilleros sandinistes.

LA CONFÉRENCE DE CAMP DAVID : UN MARCHANDAGE SANS EFFET

La conférence de Camp David entre Sadate d'Egypte, Begin d'Israël et Carter des Etats-Unis a débuté depuis une semaine. D'après ce qu'en dit la presse bourgeoise, Carter ne ménage pas ses forces pour que les trois participants parviennent à faire une déclaration commune.

Mais malgré les contorsions de la presse pour essayer de démontrer l'importance de cette rencontre, qui pourrait permettre de s'engager vers une solution du conflit entre pays arabes et Israël, et il est évident qu'on est loin de cela.

Dans ce conflit, aucune solution ne pourra intervenir sans l'accord des Palestiniens, qui se battent depuis des dizaines d'années pour leurs droits nationaux, et sans non plus la Syrie. Pour l'instant la Syrie fait figure de chef de file des pays arabes qui adoptent une position dure vis-à-vis d'Israël. C'est dire aussi qu'aucune solution, même partielle ne pourra intervenir sans l'accord de l'URSS qui soutient la Syrie. Et cela le chef de l'impérialisme américain le sait. Mais il refuse de mettre son poids dans la balance pour obliger Israël à accepter la présence des Palestiniens, des Syriens et surtout de l'URSS à une table de négociations.

Alors la conférence de Camp David ne peut être qu'un marchandage qui ne règlera en rien les vrais problèmes. Elle risque de déboucher, au mieux, sur une déclaration d'intention de poursuivre des négociations...

EDITORIAL (suite)

Mais la pénurie de postes, de locaux, ce désordre et cette pagaille sont bien le résultat de la politique d'austérité du

gouvernement Giscard-Barre.

Et quand à la veille de la rentrée, la radio et la grande presse ont, par toute une série de communiqués rassurants, voulu donner l'impression que tout était bien et presque parfait, il ne s'agit là que d'une véritable entreprise de falsification que nous dénonçons.

MARTINIQUE

ACTES ARBITRAIRES

En l'espace de deux jours, deux affaires ont révélé le comportement scandaleux avec abus de pouvoir caractérisé de deux gendarmes en Martinique.

Tout d'abord une famille a été victime de fouille et perquisition sans mandat, à 6 heures du matin sous un vague prétexte de vol. Ensuite un chauffeur de taxi s'est vu menacé par un gendarme avec un pistolet, tandis que celui-ci lui arrachait tout-à-fait illégalement son permis de conduire et ses papiers.

Ces actes doivent être dénoncés. Ils sont à l'image du mépris et du racisme que pratiquent les gendarmes et les soi-disant "forces de l'ordre", envers la population martiniquaise. Car c'est parce qu'ils se sentent tous les droits, parce qu'ils se sentent en pays conquis que ces gendarmes se permettent de telles pratiques.

Mais cela n'a rien d'étonnant, car les gendarmes comme les militaires et comme les légionnaires envoyés ici par centaines, sont là pour faire régner l'ordre colonial et réprimer la population et les travailleurs au moindre signe de protestation.

Cinéma

"L'ARGENT DE POCHE"

Tous les acteurs de ce film sont des enfants. Le réalisateur François Truffaut, a voulu montrer le monde particulier qu'est celui des enfants. Il a voulu dire aux adultes que les enfants ne sont pas des adultes en miniature, comme beaucoup le pensent, mais des individus indépendants avec une personnalité et un caractère bien affirmés.

Et c'est une série de portraits d'enfants, tous plus attachants les uns que les autres, qui nous est présentée avec bonne humeur et vivacité. On est séduit, attiré, captivé par ces visages d'enfants qui se succèdent sur l'écran, par leur histoire personnelle, et leurs démêlés drôles ou tragiques avec les adultes.

On rit souvent, mais à ce rire se mêlent beaucoup de tendresse et de chaleur car la sensibilité du réalisateur a su mettre en évidence toutes les richesses intérieures que recèle l'enfance : le besoin d'aimer et d'être aimé, la générosité, la révolte contre l'injustice et l'incompréhension.

Et lorsqu'on sort de la salle, on ne peut s'empêcher de penser que le monde des adultes est bien égoïste et tellement centré sur lui-même qu'il ne réserve pas de place aux enfants.

Les enfants sont livrés à la volonté et aux caprices des adultes et n'ont guère de droits dans cette société.

C'est contre cet étouffement, en apparence anodin, bien réel et quotidien que s'élève François Truffaut, et sa démonstration est convaincante. Car il est vrai, comme le dit l'instituteur dans le film : "Si les enfants étaient électeurs, tous les partis politiques, tous les hommes du gouvernement n'auraient de cesse de s'occuper d'eux et de leur reconnaître des droits". Un film à voir et à faire voir.